

**SUPPLÉMENT AU RAPPORT DU TÉMOIN EXPERT ALISON DESFORGES
DANS LE PROCÈS DES HAUTS RESPONSABLES MILITAIRES
(Le Procureur c. Bagosora, Nsengiyumva, Kabiligi et Ntabakuze)**

Pendant le génocide commis en 1994 au Rwanda, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a recueilli plusieurs types de renseignements qui pourraient s'avérer extrêmement utiles dans le procès des dirigeants civils et militaires poursuivis à l'heure actuelle pour génocide et autres crimes.

Selon un analyste de la *Defense Intelligence Agency* (DIA [Agence de renseignements militaires]), chargé du dossier du Rwanda à l'époque, la DIA a commencé à contrôler cette zone par satellite 24 heures après le début des violences (6 avril). Elle s'est mise, en outre, à intercepter les communications échangées entre Kigali, la capitale, et certaines régions reculées. Les communications en question étaient constituées notamment des instructions par lesquelles les autorités centrales ordonnaient de tuer les Tutsis, groupe ciblé par les auteurs du génocide, et des comptes rendus qui étaient effectués dans les 24 heures pour les informer que les ordres avaient été exécutés. Sur les photos, prises par satellite, des zones décrites dans les communications, les lieux étaient couverts d'un nombre important de cadavres, ce qui traduisait l'ampleur des massacres qui y avaient été commis. Grâce aux entretiens téléphoniques qu'ils avaient quotidiennement avec les dirigeants du FPR (Front patriotique rwandais) et à d'autres renseignements, les experts de la DIA établissaient des cartes indiquant les positions des troupes du FPR et de l'Armée rwandaise¹

Le Rapporteur spécial pour le Rwanda de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies a relaté à la Commission le témoignage de l'évêque de Kibungo relatif au massacre auquel il avait survécu avec quelques autres personnes en mi-avril. Aux dires de l'évêque, un lieutenant des Forces armées rwandaises, qui se trouvait sur les lieux du massacre, l'a informé qu'il avait annoncé aux responsables en poste à Kigali que l'opération avait été couronnée de succès et qu'il n'y avait pas eu de rescapé². Ces informations faisant état de messages envoyés de Kibungo à la capitale semblent confirmer que les responsables civils et militaires des zones reculées étaient en fait en contact avec la capitale aux fins de rendre compte des massacres de Tutsis.

Un télégramme du Département d'État des Etats-Unis d'Amérique en date du 29 avril relate un entretien téléphonique qui s'est déroulé entre Prudence Bushnell, le Sous-Secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique, et le colonel Bagosora, un des principaux responsables militaires du Rwanda à l'époque, dont le procès a lieu actuellement au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). David Rawson, l'ancien

¹ Alan Kuperman, *The Limits of Humanitarian Intervention, Genocide in Rwanda* [Les limites de l'intervention humanitaire : le génocide rwandais] (Washington : The Brookings Institution, 2001), p. 32 et 33.

² Commission des droits de l'homme des Nations Unies, *Rapport sur la situation des droits de l'homme au Rwanda soumis par René Degni-Segui, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme*, 11 novembre 1994, E/CN.4 1995/70, p. 5.

ambassadeur des Etats-Unis au Rwanda, a également déclaré qu'il avait eu, en composant un numéro de téléphone par satellite dont se servait le Gouvernement rwandais, au moins une conversation avec Jean-Bosco Barayagwiza, haut responsable au Ministère rwandais des affaires étrangères, dont l'affaire est également pendante devant le TPIR. D'autres employés de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Kigali, transférés à Washington, ont eu, de temps en temps, des entretiens téléphoniques avec de hauts fonctionnaires rwandais³.

³ Département d'État américain, télégramme rédigé par AF/C KCAiston, 29 avril 1994, et communications personnelles de l'Ambassadeur Rawson et d'autres personnes.

Traduction certifiée par la SLSC du TPIR